

Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation

Julian Mischi

Vus des villes, les espaces ruraux sont perçus comme des territoires essentiellement agricoles ou comme de simples lieux de détente pour vacanciers et résidents secondaires. Or les campagnes françaises se caractérisent d'abord par la présence massive de membres des classes populaires, qui se trouvent confrontés à de nouvelles formes de domination politique et sociale.

En dépit de la réduction régulière de ses effectifs depuis les années 1970, le groupe ouvrier représente encore plus de 20 % de la population active en France. Un homme actif sur trois est ouvrier. Le déclin symbolique du groupe ouvrier, lui, est prononcé : selon une vulgate tenace, on serait désormais passé à une société post-industrielle où les usines et les ateliers constitueraient des vestiges du passé. Cet effacement symbolique du groupe ouvrier, malgré son poids statistique, s'explique probablement par la distance sociale des producteurs de représentations dominantes à l'égard des milieux populaires. Cette distance sociale se double d'une distance spatiale : loin des centres-villes embourgeoisés, les ouvriers vivent surtout dans les cités d'habitat collectif des banlieues, les zones pavillonnaires du périurbain, ainsi que dans les espaces ruraux plus reculés. Leur part est ainsi particulièrement importante dans les villages et les bourgs industriels, qui parsèment les campagnes françaises et constituent des espaces populaires où les classes dominantes sont peu nombreuses. Avec les employés, ils forment l'ensemble des classes populaires. Dans les espaces ruraux, cet ensemble est plus composite qu'on ne le pense souvent, avec là aussi des recompositions liées aux migrations et à l'essor de l'emploi féminin. Ces classes populaires rurales connaissent en particulier un bouleversement de leur ancrage local sous le coup de processus de ségrégation résidentielle et de marginalisation politique¹.

Les ouvriers, premier groupe d'actifs dans les territoires ruraux

Dans un contexte de déclin massif et régulier des effectifs agricoles depuis les années 1950, les ouvriers constituent le groupe social le plus représenté dans les campagnes. En 2008, les agriculteurs ne représentent plus que 6 % des actifs des territoires ruraux² alors que les ouvriers en représentent 32 %. Les ouvriers sont aussi proportionnellement plus nombreux dans les espaces ruraux que dans les grandes aires urbaines où leur part n'est plus que de 22 % de la population active. La baisse du nombre d'ouvriers est un processus général en France qui est moindre dans les bassins ruraux, avec même pour certains d'entre eux le maintien, voire la progression, des effectifs d'ouvriers qualifiés des activités artisanales, de transport et de manutention (Pistre 2012).

¹ Beaucoup d'éléments présentés ici sont tirés d'un article rédigé dans le cadre du dossier « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises » de la revue *Agone*, n° 51, disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://atheles.org/agone/revueagone/agone51/index.html> (Mischi 2013).

² Le nouveau zonage INSEE de 2010 décrit l'influence des villes sur le territoire, sans pour autant en établir une partition entre urbain et rural. Il use de la qualification « d'urbain » en la réservant à l'espace des « grandes aires urbaines » constitué des grands pôles et des couronnes périurbaines. Par territoires ruraux, nous entendons donc les autres types d'espaces : moyennes et petites aires, autres communes multipolarisées et communes isolées. De cette façon, l'inclusion de petites villes jouant un rôle majeur dans les campagnes (un acquis de l'ancienne catégorie d'« espace à dominante rurale ») est maintenue.

Alors que les grandes villes accumulent les emplois appartenant aux fonctions intellectuelles, de gestion et de décision, les activités de fabrication industrielles se localisent désormais surtout dans les espaces ruraux ou périurbains (Puymbroeck et Reynard 2010). Toutefois, les cadres de ces usines résident rarement sur place. Aussi la forte présence ouvrière dans les campagnes résulte-t-elle également de processus de ségrégation spatiale : tandis que les classes dominantes ont les ressources pour habiter et vivre au sein des agglomérations, les ouvriers en sont souvent exclus du fait des mécanismes de sélection sociale liés à la hausse du marché immobilier et foncier.

Du fait de la concentration générale de la population, les ouvriers restent, bien sûr, toujours plus nombreux dans les grandes aires urbaines : 22 % d'entre eux (soit 1,5 millions) résident dans les territoires ruraux. Mais leur part relative dans la population locale est surtout importante dans les communes rurales, justement là où les classes dominantes sont les moins représentées. En 2008, les cadres et professions intellectuelles supérieures forment ainsi près de 17 % de la population active des grandes aires urbaines pour seulement 7 % dans les espaces ruraux. Les ouvriers sont particulièrement nombreux au sein de petits bourgs industriels disséminés dans les régions rurales, souvent des chefs-lieux de cantons ruraux qui concentrent quelques commerces et établissements de service public ainsi que des entreprises industrielles.

Des classes populaires rurales diverses

Comme les ouvriers des régions rurales font essentiellement la une de l'actualité lorsqu'il est question de fermeture d'usines (dans les Ardennes, la Meuse, la Somme, etc.), on pourrait penser à tort qu'ils ne font désormais plus partie du paysage ou qu'ils travaillent forcément dans des secteurs voués à disparaître rapidement. Ces travailleurs sont salariés dans l'artisanat, le bâtiment, et surtout dans l'industrie. Outre les activités industrielles liées au raffinage, au nucléaire et à la métallurgie, des secteurs économiques en expansion, tels la maroquinerie (Louis Vuitton), la production de médicaments (Sanofi), les entrepôts de distribution (Amazon) ou encore l'agroalimentaire (Danone) déploient essentiellement leurs usines dans les territoires ruraux et périurbains. Par rapport à leurs homologues urbains, les ouvriers ruraux travaillent souvent dans de petites unités de production et leur niveau de qualification est en général plus faible. S'ils sont plus souvent propriétaires de leur logement, ils n'échappent pas aux processus généraux de déstabilisation de la condition ouvrière (Renahy 2005).

Le taux d'activité féminin est plus bas dans les espaces ruraux. On sait que les employés, qui sont très majoritairement des femmes, constituent l'autre composante des classes populaires (formant un peu plus de la moitié de leurs effectifs). À l'inverse des ouvriers, la proportion des employés est plus faible dans les espaces ruraux que dans les grandes aires urbaines (16 % contre 29 % en 2008) ; mais la part des fractions les plus populaires et précarisées du groupe des employés y est légèrement plus importante (7,4 % contre 6,7 % pour le personnel des services directs au particulier) alors que les employés administratifs des entreprises, catégories plus diplômées et stabilisées, y sont sous-représentés (5,5 % contre 7,1 %). La croissance du secteur économique des services à la personne, avec son lot d'emplois à temps partiel et mal rémunérés, est nette dans une très large majorité des campagnes françaises. Par rapport aux hommes, les jeunes femmes appartenant aux classes populaires rurales peuvent connaître un isolement important à la fois dans l'espace professionnel (travaillant seules ou au sein de collectifs de travail réduits), sur les scènes de sociabilité locale (les cafés, le football, la chasse ou la pêche sont des univers très masculins), mais aussi dans le couple (Lechien 2013).

À ces travailleurs des services et du secteur secondaire s'ajoutent les salariés travaillant dans le secteur agricole. Contrairement aux idées reçues, ce groupe des ouvriers agricoles est loin d'avoir disparu : la part du salariat dans la main-d'œuvre des exploitations s'est accrue ces dernières années (Cahuzac et Détang-Dessendre 2011). On estime qu'il y aurait en moyenne 300 000 salariés travaillant chaque jour dans le secteur agricole de façon légale (Villaume 2011). Cette évolution s'explique notamment par le fait que le chef d'exploitation fait de moins en moins travailler sa

conjointe et ses enfants : il doit recourir à une main-d'œuvre extérieure à la famille. Le développement de l'emploi salarié agricole se fait le plus souvent sous forme de contrats non permanents et à temps partiel, avec notamment le recours à des travailleurs du Maghreb pour les filières où la demande saisonnière de main-d'œuvre est fluctuante (Decosse 2011). Déclarés ou non, des saisonniers viennent en France pour les récoltes et subissent des conditions de travail et de vie très difficiles. Dans le domaine du bûcheronnage, les étrangers sont également nombreux, avec notamment des travailleurs turcs. Une sous-traitance est d'ailleurs organisée dans le cadre des règlements de l'Union européenne : de nombreux ouvriers forestiers résidant en France sont salariés d'entreprises sous-traitantes installées dans les pays de l'Est (Gros et Tourougui 2013).

On le voit, la présence ouvrière dans les campagnes d'aujourd'hui est à la fois massive et marquée par une diversité interne liée aux secteurs d'activité et à des phénomènes migratoires. Cette diversité n'est pas le propre des classes populaires urbaines.

Domination sociale et appartenance locale

Il a été justement souligné que les ouvriers ruraux sont souvent pris dans des rapports de domination personnalisée, car l'encadrement patronal se poursuit dans les villages (Renahy 2008). Ceci est surtout valable pour les périodes passées, où les propriétaires fonciers puis la bourgeoisie industrielle s'impliquaient dans l'espace politique local. Ces investissements ont contribué à ériger l'appartenance locale en ressource pour l'accès au travail, mais aussi à certaines positions sur la scène municipale ou associative. Ainsi, avec leur forte interconnaissance et l'imbrication de la scène politique dans les rapports sociaux locaux, les contextes ruraux pouvaient être propices à l'accession des catégories populaires au pouvoir local. L'inscription dans la vie locale, la possibilité de mobiliser des réseaux familiaux et amicaux dans la commune apportaient des ressources permettant de contrer les effets démobilisateurs de leur domination culturelle et économique. Cette autochtonie, mise en scène d'une appartenance locale héritée (être natif du village) ou forgée par des activités et des fréquentations, était une source de prestige et une matrice à l'engagement sur la scène locale (Retière 2003).

Dans la période récente, le déclin du paternalisme issu de la bourgeoisie économique de type « ancien », la montée d'une technocratie intercommunale portée par une petite bourgeoisie culturelle et l'arrivée de nouveaux résidents³ transforment profondément les formes de la domination sociale des classes populaires en milieu rural. Dans le cas des grandes firmes implantées dans les campagnes, la direction de l'entreprise est désormais extérieure à l'espace local. En outre, les cadres et dirigeants d'entreprise cultivent de plus en plus leur entre-soi bourgeois dans des espaces réservés, souvent en ville. Ils s'inscrivent de moins en moins dans la vie politique et associative des petites localités populaires. Sur place, les ouvriers connaissent une fragilisation de leur condition sous l'impact du développement du chômage et de la précarité, du déclin numérique et de l'éclatement de la cohésion du groupe, ainsi que des politiques sociales et patronales favorisant les stratégies individuelles. À cela s'ajoutent les effets de la valorisation de « compétences » nécessaires à la gestion publique locale, avec le développement de l'intercommunalité (Vignon 2011) et du rôle des « experts » en « développement local ». Le mouvement de professionnalisation du métier politique tend à mettre à distance les catégories populaires de la scène municipale au profit de nouveaux venus d'origine urbaine et des membres de la petite bourgeoisie. Enseignants, cadres, travailleurs sociaux sont susceptibles de mettre en avant une compétence et une confiance en soi forgées dans des métiers d'encadrement des classes populaires (Bruneau et Renahy 2012).

Les mutations du fonctionnement des pouvoirs locaux et du recrutement des élus conduisent ainsi à une forme de domination plus technocratique et distante à l'égard des classes populaires locales, contribuant à leur relégation relative dans l'espace villageois et à la dévalorisation des ressources

³ Pour un aperçu synthétique des transformations à l'œuvre, lire Dauphin et Giraud (2011).

liées à l'appartenance locale. Cette crise de leur autochtonie est renforcée par le développement du tourisme et de la périurbanisation. Certaines campagnes, notamment le long des littoraux, sont, en effet, l'objet de convoitises urbaines et immobilières qui menacent, à terme, le maintien sur place des classes populaires et qui, au quotidien, remettent en cause leur style de vie à travers des mobilisations multiformes contre des activités traditionnellement populaires comme la chasse au gibier d'eau (Mischi 2012).

Bibliographie

- Bruneau, I. et Renahy, N. 2012. « Une petite bourgeoisie au pouvoir. Sur le renouvellement des élus en milieu rural », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 191-192, p. 48-67.
- Cahuzac, É. et Détang-Dessendre, C. 2011. « Le salariat agricole. Une part croissante dans l'emploi des exploitations mais une précarité des statuts », *Économie rurale*, n° 323, p. 82-91.
- Decosse, F. 2011. *Migrations sous contrôle. Agriculture intensive et saisonniers marocains sous contrat OMI*, thèse de sociologie, EHESS.
- Dauphin, S. et Giraud, C. (dir.). 2011. « Vivre en milieu rural », *Informations sociales*, n° 164.
- Gros, J. et Tourougui, O. 2013. « De l'exploitation des forêts à l'esclavage des hommes », *Agone*, n° 51, p. 51-64.
- Lechien, M.-H. 2013. « L'isolement des jeunes femmes appartenant aux classes populaires rurales. L'exemple d'une animatrice de loisirs », *Agone*, n° 51, p. 131-152.
- Mischi, J. 2013. « Ouvriers ruraux, pouvoir local et conflits de classes », *Agone*, n° 51, p. 7-26.
- Mischi, J. 2012. « Protester avec violence. Les actions militantes non conventionnelles des chasseurs », *Sociologie*, vol. 3, n° 2, p. 145-162.
- Pistre, P. 2012. *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, thèse de géographie, université Paris-7 Diderot.
- Puymbroeck, C. V. et Reynard, R. 2010. « Répartition géographique des emplois. Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision », *Insee Première*, n° 1278.
- Renahy, N. 2008. « Une lignée patronale à la mairie. Genèse et vieillissement d'une domination personnalisée (1850-1970) », *Politix*, n° 83, p. 75-103.
- Renahy, N. 2005. *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris : La Découverte.
- Retière, J.-N. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.
- Vignon, S. 2011. « Les maires des petites communes face à l'intercommunalité. Du dévouement villageois au professionnalisme communautaire », *Pouvoirs locaux*, n° 84, p. 43-49.
- Villaume, S. 2011. « L'emploi salarié dans le secteur agricole : le poids croissant des contrats saisonniers », *Insee Première*, n° 1368.

Julian Mischi est sociologue à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et au Centre d'économie et de sociologie rurales appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (CESAER) à Dijon. Ses recherches portent sur les classes populaires et les mobilisations collectives. Il a notamment publié un ouvrage sur le militantisme au PCF, *Servir la classe ouvrière* (Presses universitaires de Rennes, 2010) et codirigé avec Emmanuel Bellanger le livre *Les Territoires du communisme* (Armand Colin, 2013). Il a récemment dirigé deux dossiers de revue : « Usines. Ouvriers, militants, intellectuels » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, 2013, avec Cédric Lomba) et « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises » (*Agone*, n° 51, 2013).

En savoir plus :

Mischi, J. (dir.) 2013. « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises », *Agone*, n° 51. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://atheles.org/agone/revueagone/agone51/index.html>.

Pour citer cet article :

Julian Mischi, « Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation », *Métropolitiques*, 16 septembre 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-territoires-ruraux-des-espaces.html>.